

Asséner le premier coup de poing, délivrer des otages, mener des opérations ciblées, neutraliser des chefs terroristes... Toutes ces situations critiques, le général Christophe Gomart les a vécues. Il nous livre à travers ses mémoires une plongée unique dans l'univers des forces spéciales, ces unités d'élite associées aux guerres secrètes de la France.

Pour la première fois, un général raconte ses trente-cinq années de guerres de l'ombre sur tous les fronts et en première ligne : à Sarajevo en 1992, au Rwanda durant l'opération Turquoise en 1994, dans la traque des criminels de guerre en ex-Yougoslavie, en Afghanistan contre les talibans en 2001, en Libye lors de l'opération Harmattan contre Kadhafi en 2011, au Mali lors de l'opération Serval en 2013, jusqu'au Moyen-Orient en soutien aux Kurdes contre Daech...

Dans cet ouvrage palpitant, il nous fait entrer dans les coulisses du prestigieux COS, le Commandement des opérations spéciales, et nous fait vivre les prises de décisions politiques autant que ces opérations de terrain. En homme d'action et de réflexion, il retrace cette part de notre histoire, où parfois vérité et gloire ne font pas bon ménage. Sans langue de bois, il interroge le rôle de la France comme gendarme du monde.

Le général **Christophe Gomart** est issu d'une longue lignée d'officiers. Passé par Saint-Cyr, il a notamment été le chef de corps du 13^e régiment de dragons parachutistes (RDP). Avant de prendre le commandement du COS en 2011, il a été l'adjoint du coordonnateur national du renseignement. Il deviendra ensuite directeur du renseignement militaire.

Jean Guisnel, journaliste, a longtemps travaillé à *Libération* puis au *Point*. Spécialiste des questions de défense et du renseignement, il est l'auteur de plus d'une vingtaine d'ouvrages, dont une *Histoire secrète de la DGSE* (2019).

SOLDAT DE L'OMBRE AU
GOMART C./GUISNEL J. 19,90€

Lgt 0401



9 791021 041714

ISI

STRATEGIE 19:41:53
0081 STOCK 04755460 100653 12

0 - 19,90€

GÉNÉRAL
CHRISTOPHE GOMART

SOLDAT DE L'OMBRE
Au cœur des forces spéciales

GÉNÉRAL
CHRISTOPHE
GOMART
avec Jean Guisnel

SOLDAT
DE L'OMBRE

Au cœur des
forces spéciales

Tallandier

©Tallandier

d'armes brillants, y compris dans l'émulation individuelle et collective !

En définitive, cette guerre du Golfe, dont nous ne savions pas encore qu'elle n'était que la première à être appelée ainsi, eut des conséquences positives tant pour le renseignement militaire que pour les forces spéciales. Les défaillances et manquements dans l'organisation du renseignement et des opérations spéciales ont abondé la masse des arguments qui devaient amener la création de la Direction du renseignement militaire le 15 avril 1992 et celle du Commandement des opérations spéciales le 24 juin 1992. L'une des premières missions d'envergure sera conduite au Rwanda. Je n'en fus pas, bien que je me sois trouvé sur le terrain durant quelques semaines.

1994 : L'ENFER AU RWANDA

En me posant sur l'aéroport de Goma, le 26 juillet 1994, j'entre dans l'inconnu. D'une part, après le Tchad, je découvre un nouveau pays africain, le Zaïre¹, frontalier du Rwanda en proie à un génocide. De plus, je suis ici pour exercer une fonction dont j'ignore tout ou presque, celle d'officier de presse. Je serai le point de liaison entre l'armée et les journalistes pour lesquels je serai le référent, l'organisateur, l'interlocuteur et le premier destinataire de leurs nombreuses questions. J'ai déjà croisé des journalistes, mais c'est la première fois que je serai en contact professionnel avec eux, depuis que je suis officier. Je suis éberlué par leur manière de travailler : leur envie de tout savoir, d'être le premier ou la première

1. Entre 1971 et 1997, appellation de l'actuelle République démocratique du Congo (RDC).

à connaître une information, gage de succès dans leur désir de tout comprendre.

Goma devient le centre de mon univers. Le PC de l'opération *Turquoise* y a été déployé pour éviter une installation au cœur du Rwanda. Le rôle de *Turquoise*, conduite par la seule France dans le cadre de la résolution 929 des Nations unies, consiste à faire cesser les massacres en respectant une stricte neutralité entre les belligérants, notamment en créant une zone humanitaire sûre. Les Rwandais menacés s'y trouveraient en sécurité, de même que les ONG, en mesure d'œuvrer dans des conditions sécuritaires acceptables. Il s'agissait aussi de favoriser la reprise d'un dialogue entre les différentes factions. Le dernier génocide du xx^e siècle a commencé le 6 avril 1994 après la destruction en vol du Falcon 50 des présidents rwandais et burundais, par des hommes servant les intérêts du Front patriotique rwandais (FPR) de Paul Kagame. Je n'ignore pas que cette version des faits est contestée par les vainqueurs de la guerre civile, mais je considère que sur ce point, leurs arguments ne sont pas recevables. Cet événement sera l'élément déclencheur du massacre de la population tutsie par les extrémistes hutus. La France lance l'opération *Amaryllis* du 8 au 13 avril pour évacuer ses ressortissants. Devant l'ampleur des massacres, elle engage l'opération *Turquoise* le 22 juin.

Mon contact initial avec le Rwanda, pays dit « des mille collines », se fait à bord d'un hélicoptère franchissant le lac Kivu, frontalier de la RDC. Le Rwanda est très différent des autres pays africains. En dépit de sa position centrale sur le continent, le climat y est tempéré car il se situe dans son ensemble à plus de 1 000 mètres d'altitude. À cette période de l'année, la température est celle d'un été en France. La langue utilitaire est le kinyarwanda, le pays étant également francophone. Ancienne colonie allemande de 1885 à 1918, puis belge après la Première Guerre mondiale, il est indé-

pendant depuis 1961. La classe dirigeante jusqu'à cette date était issue de l'ethnie Tutsi mais les élections qui ont suivi la décolonisation ont porté au pouvoir les Hutus majoritaires (80 % de la population). Les Tutsis réfugiés en Ouganda ou en Tanzanie n'ont eu de cesse de revenir au pouvoir en s'appuyant sur ces deux pays. Ainsi, Paul Kagame, l'actuel président du Rwanda, est l'ancien directeur du renseignement militaire ougandais.

Arrivé sur place, je retrouve des visages connus de mes camarades du COS. Ils sont deux cents environ. Leur mission est terminée. Les premiers sur place le 23 juin sous le commandement du colonel Jacques Rosier, ils sont sur le départ. Je vais passer avec quelques-uns d'entre eux une soirée au cours de laquelle ils me parleront de leurs actions durant les événements. Je revois ainsi une équipe de recherche du 13^e RDP dont le chef, Jérôme, est un ami. Leur mission consistait à mener des reconnaissances, des repérages, des investigations dans la région qui deviendra le 6 juillet la zone humanitaire sûre (ZHS). Certains d'entre eux ont sauvé des Tutsis d'un assassinat par les milices interahamwe qu'ils ont affrontées, d'autres ont bravé des hommes du FPR qui cherchaient à s'infiltrer dans cette ZHS pour en découdre avec les Français. Mes camarades n'ont à s'excuser de rien, j'en suis intimement convaincu. Ils ont rempli leur mission et n'ont pas à en rougir.

Au sein de la cellule communication de l'opération *Turquoise*, notre rôle visait à permettre aux journalistes de constater les opérations de l'armée française au quotidien. Ma liberté d'action était grande. Au service des journalistes, je bénéficiais sans difficulté de la mise à disposition d'un ou deux hélicoptères Puma par le détachement de l'ALAT. Lors du briefing à la presse, chaque jour en fin de journée, je proposais aux médias qui le souhaitaient de les conduire le lendemain sur tel ou tel point du territoire. J'appelais

ensuite les états-majors des différents groupements déployés sur le terrain à Cyangugu, à Kibuye ou à Gikongoro pour leur demander si je pouvais leur rendre visite dans leur zone, accompagné par « mes » journalistes, afin que ceux-ci voient des positions tenues par les différents détachements, rencontrer des soldats, recevoir un briefing sur la situation. C'est ainsi qu'ils auront l'occasion à plusieurs reprises de s'entretenir avec les trois commandants de groupement, le lieutenant-colonel Jacques Hogard à Cyangugu, le colonel Patrice Sartre à Kibuye et le lieutenant-colonel Erik de Stabenrath à Gikongoro. N'ayant en général pas suffisamment de places pour emmener tous les volontaires, je constituais des pools, c'est-à-dire une équipe de télévision, un ou deux journalistes radio et un ou deux journalistes de presse écrite. Charge aux heureux élus de s'entendre avec ceux qui ne venaient pas pour ensuite leur donner du son, des images ou des descriptions de ce qu'ils avaient vu afin que chacun dispose du même niveau d'information.

En survolant le Rwanda avec la presse, ou en le sillonnant en P4, j'avais du mal à réaliser que des Rwandais s'étaient entretués quelques semaines auparavant. Je n'ai pas été le témoin des atrocités qui s'y sont déroulées. Je peux témoigner des églises en partie brûlées dans lesquelles avaient été enfermés des Hutus considérés comme trop modérés, mais surtout des Tutsis, cette ethnie minoritaire victime des milices extrémistes hutus interahamwe. Au moment où je m'y suis trouvé, tout semblait calme dans ces paysages apaisants. Pourtant, des carnages insoutenables avaient eu lieu ici même. Ces églises, sur les murs desquelles se voyaient parfaitement des traces de feu qui avait brûlé vifs ou asphyxié les malheureux qui s'y trouvaient, n'étaient pas sans rappeler ce qui s'était passé à Oradour-sur-Glane en 1944. Moi qui suis vendéen, j'ai appris de la mémoire collective locale et entendu dans ma famille les récits traversant les siècles du passage des colonnes infernales

du général Cordellier, aux Lucs-sur-Boulogne en 1794, avec la même folie éradicatrice. Au Rwanda, l'odeur nauséabonde et écoeurante des corps brûlés se sentait encore. Moment d'émotion terrible qui ne donnait que plus de justification à la présence de l'opération *Turquoise* et des forces françaises accompagnées par des forces africaines qui constitueront ensuite la force MINUAR II déployée par l'ONU le 22 août.

Au Rwanda, ma confrontation personnelle à la mort est liée à l'épidémie de choléra survenue à compter du 22 juillet, quelques jours avant mon arrivée. Si le nombre de décès dus à cette épidémie était impressionnant, il n'était pas de même nature que les massacres qui avaient eu lieu. J'aurai à plusieurs reprises l'occasion d'assister à des interventions chirurgicales menées par les spécialistes de l'antenne chirurgicale parachutiste sur plusieurs personnes, dont de jeunes enfants blessés par des coups de machette. À Goma, j'ai vu passer tant de réfugiés, pauvres hères qui n'emportaient avec eux que quelques frusques roulées dans une natte, beaucoup d'enfants, de nombreuses femmes, des bébés accrochés sur le dos de leur mère, et des hommes. Étaient-ils des victimes ou avaient-ils été des bourreaux ? Impossible à savoir. Notre petite équipe employait ainsi un homme à tout faire, Jean-Baptiste, trop heureux de gagner de l'argent. Il me disait arriver de Kigali à pied, être né de mère hutue et de père tutsi. Qu'il avait fui comme de nombreux autres, ne savait pas où était sa famille. Selon moi, il avait une vingtaine d'années. Qu'avait-il réellement fait ? Ce qu'il me racontait était-il vrai ? Comment le savoir ?

François Mitterrand l'a dit justement : « Nos soldats ne peuvent pas être les arbitres internationaux des passions qui aujourd'hui bouleversent et déchirent tant et tant de pays¹. » C'est difficile de s'ériger en juge. Jean-Baptiste avait visible-

ment fait des études. Je n'ai jamais su vraiment ce qu'il avait vécu avant notre rencontre. Toujours est-il que son soutien était précieux pour nous aider à ranger notre espace, le soir après le dernier journaliste parti et le dernier café avalé. Il est vrai qu'en cette période d'épidémie, nombreux étaient les journalistes venus demander une ration militaire, plus sûre que la nourriture locale. En quittant Goma, le 24 août, deux jours après la fin de l'opération *Turquoise*, je suis reparti satisfait d'avoir contribué à présenter les soldats français engagés dans cette opération sous leur véritable jour. Rien n'avait été caché aux journalistes. Je leur avais montré ce qu'ils souhaitaient voir, ils avaient pu rencontrer tous les interlocuteurs qu'ils voulaient. Quand les polémiques sont arrivées peu de temps après de la part de ceux-là mêmes que nous avions aidés sur le terrain, ouvertement et avec tous les moyens disponibles, j'en suis resté abasourdi et meurtri. Accuser la France, l'armée française, ses forces spéciales, d'avoir aidé les génocidaires, de les avoir armés, voire d'avoir directement participé au génocide, est une vaste tromperie. J'ose le mot : une tricherie intellectuelle. Étaient-ils encore des journalistes chargés d'informer à partir de faits tangibles, ou étaient-ils passés avec plume et micro dans le camp des agents d'influence ? Quand on me demande aujourd'hui si la France a bien fait d'intervenir, seule parmi les grandes puissances, je n'ai pas la moindre hésitation. Je réponds oui car l'action de notre pays, celle des soldats français, a permis de sauver de nombreuses vies humaines. Les calomnies des propagandistes n'y changeront rien.

1. Entretien télévisé, TF1 et France 2, le 10 mai 1994.